



Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Avril 2022

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 6 juin 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 5 avril et le 28 avril 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec,

en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après

Ce cycle de groupes de discussion a surtout mis l'accent sur budget fédéral de 2022 – ses grands thèmes, ses initiatives particulières et les impressions générales des participants à son égard. Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient d'une série d'initiatives relatives au logement annoncées dans le budget, notamment celles visant la construction de nouvelles habitations, l'abordabilité des logements, le soutien et la protection des Canadiens sur le marché du logement, et les rénovations résidentielles. Le groupe de résidents de la ville de Québec a également été invité à se prononcer sur certaines mesures fiscales tirées du budget.

L'étude a permis d'examiner de près une foule de questions connexes, par exemple ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement du Canada, la réponse du gouvernement fédéral au conflit en cours en Ukraine, les véhicules zéro émission (VZE), l'annonce du Plan de réduction des émissions pour 2030 et les priorités dans le domaine de la santé.

Les participants ukrainiens des Prairies nous ont fait part de leurs points de vue sur l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU), l'aide supplémentaire qu'il faudrait apporter à leurs compatriotes arrivant au Canada, et les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour contribuer à protéger la langue et la culture des Ukrainiens établis au Canada. D'autres sujets abordés comprenaient les défis et les priorités des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada et les enjeux spécifiques aux jeunes Canadiens. Les résidents du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, ont aussi été invités à évaluer des concepts de marque conçus pour l'agence Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan).

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait, par exemple : de membres de la diaspora ukrainienne, de personnes soucieuses de l'environnement, de francophones, d'acheteurs d'un premier logement, d'hommes âgés de 18 à 34 ans, d'aînés de 55 ans ou plus, de ménages à revenu élevé, de personnes inquiètes du coût de la vie, et de ménages à revenu moyen ou faible.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Un groupe se composait de membres de la population générale du Lower Mainland de la Colombie-Britannique.
- Les onze autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des membres de la diaspora ukrainienne établis dans de grandes villes des Prairies;
 - Des personnes soucieuses de l’environnement vivant sur l’île de Vancouver;
 - Des francophones du Nouveau-Brunswick;
 - Des acheteurs d’un premier logement habitant dans la Région du Grand Toronto (RGT);
 - Des hommes âgés de 18 à 34 ans du sud-ouest de l’Ontario;
 - Des aînés de 55 ans ou plus de la région de Kitchener-Waterloo, en Ontario;
 - Des personnes gagnant un revenu élevé vivant à Québec;
 - Des personnes inquiètes du coût de la vie habitant dans des régions rurales de la Nouvelle-Écosse;
 - Des femmes âgées de 18 à 34 ans de la grande région de Montréal (GRM);
 - Des personnes gagnant un revenu moyen ou faible vivant à Edmonton et dans la région de l’Outaouais, au Québec.
- Les groupes du Québec ainsi que le groupe de francophones du Nouveau-Brunswick ont été animés en français. Toutes les autres séances se sont déroulées en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l’ensemble des lieux, 88 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Grandes villes des Prairies	1	Anglais	5 avril	20 h-22 h	Diaspora ukrainienne	8
Île de Vancouver – Colombie-Britannique	2	Anglais	6 avril	21 h-23 h	Personnes soucieuses de l’environnement	8
Nouveau-Brunswick	3	Français	7 avril	17 h-19 h	Francophones	8
Grande Région de Toronto – Ontario	4	Anglais	12 avril	18 h-20 h	Acheteurs d’un premier logement	8
Sud-ouest de l’Ontario	5	Anglais	13 avril	18 h-20 h	Hommes de 18 à 34 ans	8

Lower Mainland – Colombie-Britannique	6	Anglais	13 avril	21 h-23 h	Population générale	7
Région de Kitchener-Waterloo – Ontario	7	Anglais	19 avril	18 h-20 h	Aînés de 55 ans ou plus	8
Ville de Québec – Québec	8	Français	20 avril	18 h-20 h	Ménages à revenu élevé	6
Nouvelle-Écosse rurale	9	Anglais	21 avril	17 h-19 h	Personnes inquiètes du coût de la vie	6
Grande région de Montréal – Québec	10	Français	26 avril	18 h-20 h	Femmes de 18 à 34 ans	7
Edmonton – Alberta	11	Anglais	27 avril	20 h-22 h	Ménages à revenu moyen ou faible	8
Région de l’Outaouais – Québec	12	Français	27 avril	18 h-20 h	Ménages à revenu moyen ou faible	6
Nombre total de participants						88

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l’actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été invités à nous dire ce qu’ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ces derniers jours. Comme lors du cycle précédent, ils ont mentionné en tout premier lieu le conflit entre l’Ukraine et la Russie, et plusieurs ont dit suivre attentivement l’évolution de la crise ainsi que la réponse du gouvernement du Canada et des autres membres de l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN). Beaucoup ont fait allusion aux sanctions infligées par le gouvernement fédéral à une foule de personnalités et d’entités russes, tandis que d’autres se sont rappelé l’aide financière et militaire conséquente accordée à l’Ukraine ainsi que les efforts menés par le gouvernement du Canada pour faire venir au pays un grand nombre de ressortissants ukrainiens qui fuyaient les combats.

Les participants avaient également en mémoire d’autres mesures et annonces du gouvernement fédéral sans lien avec l’Ukraine. Ils ont notamment mentionné le dépôt du budget fédéral de 2022, la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d’intérêt d’un demi-point de pourcentage, l’assouplissement de certaines mesures de voyage liées à la pandémie pour les voyageurs entièrement vaccinés, et l’administration prévue d’une dose de rappel supplémentaire du vaccin contre la COVID-19 aux Canadiens faisant partie de certains groupes vulnérables.

Environnement et changements climatiques (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Un groupe de résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement a pris part à une discussion portant sur les changements climatiques et l'environnement. Nous avons commencé par leur poser une question générale sur les priorités auxquelles le gouvernement fédéral devrait s'attaquer. Plusieurs participants ont d'emblée désigné l'environnement et les changements climatiques comme de grandes priorités, et beaucoup croyaient que ces enjeux constituaient le plus grand défi du gouvernement du Canada à l'heure actuelle. Invités à décrire les questions environnementales qui les préoccupaient plus particulièrement, les participants ont mentionné la pollution à grande échelle, la dépendance aux sources d'énergie non renouvelables, et la conservation des ressources naturelles existantes, par exemple les arbres et l'eau douce. Dans une perspective plus large, quelques participants ont plaidé en faveur d'une vaste transformation des pratiques sociales et économiques qui privilégierait la durabilité et la conservation au même titre que la croissance économique et la prospérité.

Questionnés sur les mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en faveur de l'environnement, plusieurs participants ont mentionné la tarification de la pollution par le carbone. D'autres ont fait allusion, sans les citer nommément, à des initiatives telles que le Plan de réduction des émissions pour 2030, le programme d'incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) et la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du travail du gouvernement du Canada sur ce plan, plusieurs se sont dits satisfaits de l'importance accrue accordée aux questions environnementales ces dernières années, mais une majorité croyait qu'il était possible d'en faire plus. En ce qui concerne les actions à mener à l'échelon fédéral, certains participants souhaitaient que les sociétés considérées comme de grands émetteurs aient davantage de comptes à rendre, en particulier celles du secteur de l'extraction des ressources. Ils trouvaient que le gouvernement fédéral devrait mieux encadrer ces sociétés et leurs activités.

Soins dentaires (aînés de la région de Kitchener-Waterloo)

Les aînés de la région de Kitchener-Waterloo, en Ontario, ont répondu à quelques questions supplémentaires au sujet des soins dentaires. La plupart n'avaient rien entendu à ce sujet dernièrement, mais quelques-uns étaient au courant de l'annonce récente par le gouvernement du Canada d'un plan visant à mettre sur pied un programme national de soins dentaires, couvrant notamment les jeunes de moins de 12 ans.

Après avoir reçu quelques précisions au sujet du plan, tous les participants ont jugé l'initiative louable et importante, et plusieurs ont approuvé la stratégie consistant à couvrir en premier lieu les jeunes, les aînés et les personnes handicapées. Il leur semblait que ce programme serait particulièrement utile aux personnes qui travaillent à leur compte ou dont l'employeur n'offre pas d'assurance dentaire. Nonobstant ces réactions largement favorables, plusieurs se demandaient quels types de soins dentaires le programme couvrirait et si les dentistes en activité au Canada seraient assez nombreux pour répondre à la demande, qu'ils croyaient susceptible d'augmenter une fois le programme lancé.

Tunnel Québec-Lévis (ménages à revenu élevé de Québec)

Les participants de la ville de Québec ont discuté d'une annonce récente du gouvernement du Québec concernant le projet de construction d'un tunnel qui créerait un troisième lien entre le centre-ville de Québec et la municipalité de Lévis. Plusieurs avaient entendu parler du projet et ont plus précisément évoqué ses coûts ainsi que les discussions en cours pour déterminer s'il comprendrait la construction d'un ou de plusieurs tunnels.

Lorsqu'il a été question de l'impact du troisième lien dans leur vie personnelle, un petit nombre de participants ont dit qu'il faciliterait peut-être leurs trajets quotidiens en réduisant la congestion sur d'autres voies routières, mais la plupart pensaient être peu touchés. En ce qui concerne l'impact général du projet, même si plusieurs participants ont dit ne pas en connaître suffisamment les détails pour se prononcer, la plupart s'attendaient à ce qu'il ait des répercussions positives à long terme pour les résidents de la région, notamment en faisant gagner du temps à ceux qui font la navette entre Québec et Lévis. En parallèle, beaucoup ont aussi fait part de leurs inquiétudes à l'égard des coûts de construction prévus, qui leur semblaient élevés et risquaient d'augmenter. Tous les participants jugeaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans ce projet, au premier chef celui d'aider à financer la construction du tunnel et son entretien à long terme.

Projet d'exploitation Bay du Nord (ménages à revenu élevé de Québec, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Quatre groupes ont discuté du projet d'exploitation Bay du Nord dont la construction est prévue au large de la côte Est de Terre-Neuve-et-Labrador. Très peu de participants étaient au courant du projet et ceux qui en avaient entendu parler ne savaient presque rien à son sujet, si ce n'est qu'il relève du secteur pétrolier et gazier.

Après avoir pris connaissance de renseignements supplémentaires, les participants ont exprimé en grand nombre leur appui à cette initiative. Plusieurs ont souligné les retombées économiques possibles d'une production nationale accrue de pétrole et de gaz pour les Canadiens, surtout vu la récente hausse des prix de l'essence au pays et les perturbations dans le secteur mondial du pétrole et du gaz résultant du conflit en cours en Ukraine. Bien que plusieurs continuaient d'appuyer la transition vers une production d'énergie plus durable et une économie plus verte, la plupart estimaient que le pétrole et le gaz restaient importants à court terme. Chez les participants moins convaincus du projet, la principale réserve était que même dans le cas où ce dernier n'aurait pas d'effets négatifs importants sur l'environnement, toute décision d'augmenter la production de ressources non renouvelables causerait certainement de tels dommages à long terme.

En ce qui concerne les impacts possibles du projet, la plupart des participants s'attendaient à ce qu'ils soient tant positifs que négatifs. Du côté positif, plusieurs croyaient qu'en augmentant la production nationale de pétrole et de gaz, l'économie canadienne enregistrerait des gains importants liés à la hausse des exportations vers les marchés étrangers. Certains avaient également bon espoir que les Canadiens en profiteraient en payant moins cher à la pompe. Même si plusieurs participants sont revenus sur les effets environnementaux qu'impliquaient de nouveaux investissements dans le secteur

pétrolier et gazier, de nombreux autres ont fait valoir que les résultats de l'évaluation environnementale justifiaient la décision d'aller de l'avant.

À la question de savoir ce que le projet Bay du Nord signifiait pour de futurs projets pétroliers et gaziers au Canada, certains participants ont répondu qu'il envoyait comme message que ce secteur continuerait de jouer un rôle important dans l'économie du pays, alors même qu'on accélère le virage vers les sources d'énergie renouvelables comme l'énergie éolienne, solaire et hydroélectrique. Il leur semblait que si les prévisions de l'évaluation environnementale se confirmaient et que l'impact écologique du projet Bay du Nord était effectivement minime, cela favoriserait sans doute l'approbation d'initiatives semblables. Au contraire, en cas d'effets délétères imprévus aux écosystèmes, de nombreux participants croyaient que le gouvernement fédéral se montrerait plus prudent avant d'approuver de tels projets à l'avenir.

Conseil d'administration du CN (femmes de la GRM)

Le groupe de Montréal a brièvement discuté de l'absence de francophones au conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le CN). Toutes les participantes avaient entendu parler du CN, mais peu étaient au courant de cette question. Dans la suite de la discussion, la plupart ont indiqué que, de leur point de vue, l'absence de francophones au conseil d'administration du CN témoignait de la sous-représentation de la langue française et des perspectives des Canadiens francophones dans la prise de décision de grandes organisations comme le CN. Une minorité était en désaccord et estimait qu'il n'y avait pas de problème tant que la compagnie offrait ses services en français et en anglais.

Invitées à dire si cet enjeu était important pour elles, plusieurs ont répondu que oui. Ces participantes ont fait allusion au problème plus général du manque de représentation francophone dans de nombreuses institutions et organisations canadiennes. Elles estimaient qu'en ce qui concerne des organisations d'envergure nationale comme le CN, la composition linguistique du conseil d'administration devrait refléter les deux langues officielles du pays.

État d'esprit du public (ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Deux groupes ont eu une longue discussion sur l'état d'esprit de la population à l'heure actuelle et sur leurs perceptions des divisions sociales qui ont émergé ces dernières années. Nous avons commencé par demander aux participants de décrire leurs habitudes de consommation médiatique et les sources de nouvelles et d'informations qu'ils privilégient. Si certains comptaient surtout sur des médias traditionnels comme les nouvelles télévisées (CBC, CTV, Global News) ainsi que les journaux et la radio, beaucoup ont également dit consulter des médias sociaux (p. ex. Facebook, Twitter, Reddit et TikTok), des blogues, des balados, et des vidéos publiées sur des plateformes comme YouTube par divers spécialistes et émetteurs d'information.

De l'avis de la plupart des participants, de profondes divisions étaient apparues de plus en plus nettement entre différents groupes de Canadiens. Tout en reconnaissant que ces divergences avaient sans doute toujours existé, beaucoup pensaient qu'elles s'étaient accentuées au cours des derniers

mois et des dernières années et s'exprimaient désormais ouvertement. Certains ont ajouté que l'action conjuguée des médias sociaux et du phénomène de la « chambre d'écho » (dans lequel des usagers sont uniquement exposés à des informations qui renforcent une opinion existante ou un ensemble de croyances) contribuait à l'émergence d'opinions extrêmes et à la perte de repères communs.

À la question de savoir si la population était encore relativement unie sur certains enjeux, beaucoup ont dit qu'il y avait un consensus sur la nécessité de lutter contre l'inflation et l'augmentation du coût de la vie un peu partout au pays, et en particulier d'offrir de meilleurs salaires aux travailleurs canadiens. La plupart croyaient aussi que les Canadiens étaient sur la même longue d'onde pour ce qui est du conflit en Ukraine et qu'ils souhaitaient que le gouvernement du Canada continue de soutenir les Ukrainiens et leur effort de défense tout en évitant un affrontement direct avec les forces russes. Au chapitre des enjeux les plus conflictuels, plusieurs participants ont mentionné qu'un fossé grandissant séparait les tenants de l'exploitation des sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz et les partisans de la transition vers une économie « plus verte » et plus durable. Outre l'environnement, de nombreux participants ont indiqué que la pandémie de COVID-19, les mesures de santé publique connexes et les exigences relatives à la vaccination avaient été une importante source de discorde ces dernières années.

La plupart des participants trouvaient les Canadiens plus divisés à l'heure actuelle que par le passé. Beaucoup ont à nouveau pointé du doigt la responsabilité des médias sociaux à cet égard, estimant qu'un nombre croissant de Canadiens se livraient en ligne à des discussions beaucoup plus virulentes que celles qu'ils auraient en présence d'un interlocuteur. Certains ont aussi noté qu'une forte pression s'exerçait à l'heure actuelle pour « choisir son camp » sur plusieurs dossiers controversés, ce qui limitait encore plus la recherche d'un terrain d'entente entre les Canadiens. À la question de savoir si ces divisions les préoccupaient, beaucoup ont répondu que oui, car elles suscitaient selon eux une méfiance et un manque de cohésion malsains pour la société. En ce qui concerne le rôle possible du gouvernement du Canada sur ce front, les participants pensaient qu'il devrait accroître les efforts d'éducation à l'information en ligne pour aider les gens à reconnaître les sources de « fausses nouvelles ». Cela permettrait selon eux de réduire considérablement les effets de la désinformation et de la désinformation.

Budget 2022 (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, hommes du sud-ouest de l'Ontario, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Dix groupes ont discuté du nouveau budget fédéral déposé le 7 avril 2022. À cette occasion, les participants ont examiné les initiatives budgétaires sur l'abordabilité du logement, les préoccupations d'ordre économique, le changement climatique et l'environnement, de même que l'innovation, entre autres. Toutes les séances ont eu lieu dans les jours et les semaines qui ont suivi le dépôt du budget, sauf au Nouveau-Brunswick, où la discussion s'est déroulée le jour même du dépôt.

Attentes relatives au budget (francophones du Nouveau-Brunswick)

Au Nouveau-Brunswick, peu de participants étaient au courant du dépôt du budget ou des annonces et initiatives contenues dans celui-ci. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, plusieurs ont mentionné les soins de santé et les pénuries de travailleurs dans ce secteur. D'autres ont parlé d'environnement et de changement climatique, d'augmentation des dépenses militaires et des efforts supplémentaires à déployer pour réduire le déficit fédéral.

Premières impressions (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Dans les neuf séances qui ont suivi le dépôt du budget, les participants ont partagé leurs premières impressions des priorités et des annonces du gouvernement fédéral. Dans tous les groupes, les participants étaient relativement peu nombreux à savoir que le budget avait été déposé, et aucun n'avait regardé ou écouté le discours en direct. Parmi ceux qui étaient à tout le moins au courant du budget, certains se sont souvenus de plusieurs domaines prioritaires et d'initiatives, notamment l'abordabilité du logement, les soins de santé, le lancement d'un programme national de soins dentaires, les initiatives sur l'environnement et le changement climatique, le renforcement de la défense nationale, un soutien accru pour les Canadiens de la communauté LGBTQ2 et la lutte contre le racisme.

En discutant de leurs impressions sur le thème général et l'orientation du budget, plusieurs ont qualifié les priorités et les initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral de proactives et axées sur l'avenir, en particulier sur l'innovation et la reprise économique après la pandémie de COVID-19. De nombreux participants ont également parlé de ce qu'ils considéraient être une approche de « retour aux sources » et plusieurs ont apprécié l'accent sur les enjeux quotidiens, comme la hausse de l'inflation et du coût de la vie. Au sujet des secteurs et des mesures auxquels ils étaient particulièrement favorables, plusieurs ont mentionné les initiatives visant à rendre les logements plus abordables et la priorité accordée au changement climatique et à l'environnement.

Même si la plupart des participants ont généralement bien accueilli le budget, quelques-uns ont souligné les points qui selon eux étaient sous-représentés et qui mériteraient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Plusieurs s'attendaient à ce qu'on parle plus longuement de la réconciliation avec les peuples autochtones, et qu'on fasse une plus grande place à l'environnement et au changement climatique. Quelques-uns étaient aussi d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour gérer et réduire le prix du carburant au Canada et ont souligné que le gouvernement fédéral devrait continuer à développer des sources d'énergie non renouvelables, de même que des alternatives plus durables.

Interrogés sur leurs impressions générales du budget, la majorité des participants ont vanté son intégralité et son équilibre, et le fait qu'il aborde une multitude d'enjeux importants pour les

Canadiens. Même si certains étaient d'avis qu'il ratissait trop large, nombreux étaient ceux qui étaient satisfaits de voir les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour traiter plusieurs sujets tous prioritaires à leurs yeux. Alors que certains s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire davantage dans les secteurs clés, comme l'abordabilité du logement et le coût de la vie, les participants croyaient généralement que le budget constituait une première étape et que les annonces et les mesures qu'il contenait auraient sans doute des impacts réels sur la vie de nombreux Canadiens.

Abordabilité du logement (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

L'abordabilité du logement et les différentes initiatives et annonces budgétaires à ce sujet ont fait l'objet de longues discussions dans neuf groupes. Interrogés sur l'importance qu'ils accordaient à l'abordabilité du logement, presque tous les participants ont répondu que c'était extrêmement important et plusieurs croyaient que c'était l'enjeu de l'heure au Canada. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression que dans les dernières années, les prix des logements avaient explosé et qu'une grande partie de la population peinait à se trouver une habitation abordable, tant sur le marché des propriétés résidentielles que le marché locatif. Un certain nombre de participants ont fait valoir que le logement était un droit fondamental qui n'était pas adéquatement pris en compte par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ces jours-ci.

De façon plus générale, de nombreux participants avaient l'impression que les ménages canadiens consacraient une grande partie de leurs revenus aux dépenses liées au logement, entraînant ainsi des répercussions négatives sur l'ensemble de l'économie, la diminution du revenu disponible menant à une réduction des dépenses dans d'autres secteurs comme le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie. L'abordabilité du logement a été décrite comme étant un problème grandissant même parmi les propriétaires de longue date. Alors que certains souhaitaient voir leur propriété prendre de la valeur, plusieurs ont mentionné les difficultés que cela entraînait puisqu'une vente signifiait tout de même qu'ils devraient se reloger, alors que les prix des propriétés devenaient de plus en plus élevés. Pour cette raison, certains se sentaient « prisonniers » de la situation actuelle.

À la question s'ils croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'abordabilité du logement, les participants avaient des avis partagés. Dans l'ensemble, même s'ils étaient plus nombreux à affirmer que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie, un nombre important avait une opinion différente et croyait que d'importants progrès avaient été réalisés récemment au niveau fédéral pour résoudre le problème. Pour ceux qui croyaient que le gouvernement du Canada avait mieux travaillé dans le dossier de l'abordabilité du logement au cours des dernières années, les annonces budgétaires comme le nouveau compte d'épargne libre d'impôt (CELI) pour les acheteurs d'une première maison, les crédits d'impôt plus généreux (comme le crédit d'impôt pour l'achat d'une première propriété) et l'interdiction des investissements étrangers dans l'immobilier résidentiel au Canada pendant deux ans étaient des signes d'encouragement. Parmi ceux qui ont répondu que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie, certains étaient d'avis

que même si l'enjeu attirait désormais une plus grande attention, cela ne serait probablement pas suffisant pour que les Canadiens surmontent les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Même si plusieurs ont reconnu que les mesures prévues dans le dernier budget relativement au logement constituaient un pas dans la bonne direction, plusieurs étaient déçus que ces actions n'aient pas été prises avant. De façon plus générale, certains étaient d'avis que la question du logement relevait aussi des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, et souhaitaient qu'on adopte une approche à plusieurs niveaux.

Les participants ont ensuite fait quelques exercices et discuté des récentes annonces et initiatives budgétaires, et ont été invités à identifier celles qui d'après eux seraient les plus efficaces pour résoudre le problème. Les premières initiatives concernaient une offre accrue de logements dans plusieurs régions au Canada.

Parmi les initiatives présentées, l'annonce d'un financement additionnel de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement a reçu des éloges dans plusieurs groupes. De nombreux participants s'entendaient pour dire que cette initiative constituait l'investissement le plus important en matière de logement prévu dans le budget, et croyaient qu'il aiderait le plus grand nombre de gens, en particulier les Canadiens à faible et moyen revenu. Plusieurs ont également approuvé l'élément qui consiste à réparer les logements existants, et croyaient que cette option était la plus durable puisqu'elle met l'accent sur les logements déjà construits et non sur les nouvelles constructions domiciliaires.

Toujours en ce qui concerne l'abordabilité du logement pour les Canadiens à faible et moyen revenu, l'initiative visant à affecter 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits a été considérée par plusieurs comme étant particulièrement prometteuse. De nombreux participants avaient l'impression que cette mesure réduirait considérablement la pression sur le marché du logement et offrirait aux locataires plus d'options abordables tout en leur permettant d'épargner en vue d'acquérir une propriété. Certains croyaient également qu'en offrant de l'argent aux promoteurs pour les inciter à construire de nouveaux logements locatifs abordables, on les encouragerait à trouver des solutions nouvelles et innovatrices et d'en faire profiter les Canadiens. Les participants s'entendaient pour dire que cette initiative serait particulièrement utile aux jeunes qui représentent une proportion élevée de locataires et qui doivent affronter le problème d'abordabilité du logement dans une plus grande mesure que les générations plus âgées.

Le nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire jusqu'à 100 000 nouveaux logements au Canada a également plu aux participants. L'idée de construire un nombre important de nouvelles habitations en a séduit plusieurs qui croyaient que cela réduirait considérablement la pression sur le marché du logement dans plusieurs régions. D'autres s'entendaient pour dire que le manque de logements était la principale cause de la crise qui sévit présentement et que cette initiative était un pas dans la bonne direction, et croyaient que le gouvernement du Canada devait s'efforcer de faire construire le plus grand nombre possible de logements dans un court laps de temps.

Les initiatives plus ciblées, comme l'investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale, ont également été considérées comme importantes par un certain nombre de participants. Plusieurs étaient d'avis que tous les Canadiens méritaient d'avoir accès à un logement abordable et qu'en diminuant le nombre de personnes en état d'itinérance ou de violence familiale, les communautés deviendraient des milieux de vie plus sûrs et plus équitables. Certains s'entendaient pour dire que cette initiative profiterait surtout aux personnes qui fuient la violence familiale, en particulier les femmes, et qui seraient autrement forcées de rester avec leur agresseur, faute de logements abordables disponibles.

Quelques-uns ont démontré de l'intérêt pour l'investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation. Certains souhaitaient eux-mêmes habiter dans une coopérative et quelques-uns ont affirmé l'avoir déjà fait. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'un volume plus élevé de coopératives d'habitation contribuerait à réduire le coût du logement pour bon nombre de Canadiens, tout en créant des liens plus forts au sein des communautés locales.

Bien que moins populaire que les autres initiatives, l'investissement additionnel de 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements a été considéré comme un élément essentiel de la stratégie de logement du gouvernement fédéral. Plusieurs étaient d'avis qu'il ne suffisait pas de construire de nouveaux logements et qu'une infrastructure vitale (comme l'élargissement des transports en commun) serait également nécessaire pour relier ces nouvelles habitations à la communauté. D'autres croyaient que cette initiative contribuerait grandement à réduire la congestion sur les grandes artères et les corridors de transport en commun et qui les préoccupe de plus en plus compte tenu de la croissance démographique dans leurs communautés. Ils étaient peu nombreux à dire que l'initiative qui vise à réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires serait particulièrement utile. De plus, presque aucun participant n'a mentionné les fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.

Les participants ont ensuite examiné une deuxième série de priorités, cette fois concernant l'abordabilité du logement et les nouvelles façons d'accéder à la propriété pour les Canadiens.

De toutes les initiatives présentées, celles qui visaient les acheteurs d'une première maison, comme l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation qui double, passant de 5 000 \$ à 10 000 \$, ont reçu le plus d'appui et ont été sélectionnées comme favorites dans presque tous les groupes. Au sujet de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, les participants s'entendaient pour dire qu'il faciliterait l'accès à la propriété pour les célibataires. Plusieurs étaient d'avis qu'être en couple ou gagner deux salaires ne devrait pas être des conditions pour pouvoir se payer une maison et que cette plus grande flexibilité aiderait sans doute un grand nombre de Canadiens. En ce qui concerne le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il pourrait aider les acheteurs potentiels à

finaliser leurs transactions et à les rapprocher de leur objectif de devenir propriétaires. La simplicité de cette initiative a plu à bon nombre de participants qui y voyaient un moyen d'aider une multitude de Canadiens, grâce à un processus simple et compréhensible.

Dans tous les groupes, les participants étaient très favorables à l'idée de mettre en place un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) permettant aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition. Plusieurs croyaient que cette initiative contribuerait largement à aider les acheteurs potentiels, en particulier ceux qui disposent d'une plus longue échéance, à épargner pour l'achat de leur première maison.

Plusieurs participants ont également mentionné le montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat. Certains croyaient qu'il s'agissait d'un moyen utile et innovateur d'aider les locataires à accumuler du capital tout en continuant de louer à court terme. Les participants s'entendaient pour dire que c'était une façon plus abordable et réaliste de faciliter l'accès à la propriété pour les Canadiens qui ne sont pas en mesure de verser une mise de fonds importante d'un seul coup.

Bien que la plupart étaient d'avis qu'il vaudrait la peine d'investir 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, et 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans, quelques-uns ont indiqué qu'il s'agissait de l'enjeu le plus pressant en matière d'abordabilité du logement à l'heure actuelle. De plus, quelques participants seulement pensaient qu'un paiement unique de 500 \$ aux Canadiens qui ont de la difficulté à obtenir un logement abordable n'aurait aucun impact tangible. Plusieurs avaient l'impression que ce serait une mauvaise utilisation des ressources financières de la part du gouvernement fédéral.

On a également présenté aux participants une troisième série d'initiatives visant à protéger les Canadiens sur le marché du logement.

Parmi ces annonces, la création de pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-éviictions » a reçu un accueil favorable de nombreux participants. Plusieurs avaient l'impression que cette pratique était de plus en plus répandue chez les propriétaires et quelques-uns avaient constaté une hausse significative des loyers dans leurs quartiers après que des propriétés aient été rénovées. D'autres ont mentionné que cette mesure du gouvernement du Canada démontrait qu'il avait sérieusement l'intention de protéger les droits des locataires en leur donnant une plus grande tranquillité d'esprit quant à la stabilité de leurs conditions de vie à long terme.

De nombreux participants étaient très favorables à ce que le gouvernement du Canada interdise aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. Plusieurs croyaient que les acheteurs étrangers étaient en grande partie responsables de la hausse du prix des logements au pays, surtout lorsqu'ils achètent des unités qui demeurent vacantes, les retirant essentiellement du marché. Les participants s'entendaient pour dire que dans plusieurs cas, les acheteurs étrangers profitaient du marché canadien du logement pour utiliser ces propriétés comme véhicules d'investissement au lieu d'habitations résidentielles. Même si la majorité des participants étaient d'avis que les Canadiens devraient avoir priorité sur les acheteurs étrangers, plusieurs ont précisé qu'ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que des immigrants achètent des propriétés au

Canada, et que du moment qu'ils planifiaient s'installer et travailler au pays pour une longue période, il n'y avait aucune raison de leur refuser ce droit. Toujours en ce qui concerne la pratique qui consiste à acheter des propriétés qui demeurent vacantes, de nombreux participants ont appuyé l'initiative qui vise à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés à des fins d'investissements plutôt que d'habitations résidentielles.

La proposition visant à mettre fin aux offres à l'aveugle a reçu un appui important dans presque tous les groupes. De l'avis de plusieurs, cette pratique était souvent utilisée par les agents immobiliers pour hausser artificiellement les prix de l'immobilier et mettre en concurrence des acheteurs potentiels. Selon eux, il s'agit d'un problème qui prend de plus en plus d'ampleur dans de nombreuses régions; certains avaient constaté que des propriétés s'étaient vendues pour un prix considérablement supérieur au prix demandé, ce qui avait eu pour effet de faire grimper davantage les prix des habitations résidentielles. Plusieurs croyaient que cette mesure permettrait une plus grande transparence dans le processus d'achat de propriété.

Bien que moins populaire, l'initiative qui consiste à introduire de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier) a aussi été mentionnée par quelques participants. Même si certains doutaient que la seule hausse de taxes suffise à décourager les flips immobiliers, la plupart étaient d'avis qu'il s'agissait d'un problème grandissant, notamment dans les marchés immobiliers les plus chers comme Toronto et Vancouver. Alors que la plupart considéraient que les flips immobiliers contribuaient largement à la flambée des prix de l'immobilier au Canada, quelques participants craignaient que ces nouvelles règles soient injustement punitives, surtout pour ceux qui gagnent leur vie en rénovant et en revendant des propriétés.

Dans les trois groupes de l'Ontario et du Lower Mainland en Colombie-Britannique, les participants ont discuté brièvement des initiatives de rénovation de logements prévues dans le budget. Lorsque nous leur avons présenté trois initiatives qui visent à aider les Canadiens à rénover leurs propriétés, la majorité a accueilli favorablement ces mesures qui selon eux seraient toutes utiles aux propriétaires qui souhaitent rendre leurs maisons plus accessibles ou plus « vertes », mais pour qui les coûts représentent un obstacle majeur. En ce qui concerne la nouvelle Stratégie canadienne pour les bâtiments durables et l'affectation de fonds supplémentaires de 458,6 millions de dollars qui viennent s'ajouter aux subventions existantes et aux programmes de prêts à faible taux d'intérêt pour des rénovations écoénergétiques, plusieurs étaient d'avis qu'elle pourrait contribuer à réduire les factures d'énergie à long terme, tout en diminuant les coûts exorbitants que doivent payer les propriétaires pour effectuer ces rénovations. Un certain nombre de participants étaient favorables à l'idée d'accorder un crédit d'impôt pouvant atteindre 7 500 \$ pour ceux qui veulent rendre leur propriété plus accessible aux aînés ou aux adultes en situation de handicap, et plusieurs ont mentionné que cette initiative aurait un impact positif sur leurs proches, en permettant aux parents âgés ou handicapés de vivre sous leur toit plutôt que dans un établissement de soins de longue durée.

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du plan dans son ensemble, les participants étaient généralement en faveur des différentes initiatives mises de l'avant par le gouvernement du Canada. Plusieurs étaient agréablement surpris de voir la grande place accordée à l'abordabilité du

logement dans le budget. Même si certains ont mentionné qu'ils attendraient que les initiatives soient mises en œuvre avant de déterminer si le plan est viable, la plupart étaient optimistes et croyaient que celles-ci contribueraient grandement à stabiliser les prix des logements et à aider un plus grand nombre de Canadiens à obtenir des logements abordables dans leurs communautés.

Bien que la plupart aient salué l'exhaustivité des initiatives en matière de logement présentées dans le budget, quelques autres avaient des opinions différentes et croyaient que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur une liste restreinte de grandes priorités au lieu de s'attaquer à plusieurs secteurs d'un seul coup. En discutant à savoir s'il était réaliste de s'attendre à ce que le gouvernement fédéral soit en mesure de mettre en œuvre toutes ces initiatives à court terme, plusieurs doutaient que ce soit possible, compte tenu du nombre de nouvelles initiatives et d'annonces contenues dans le budget. Ceci étant dit, la plupart étaient ouverts à l'idée que le gouvernement fédéral tente tout ce qu'il peut pour s'attaquer au problème d'abordabilité du logement et ont exprimé leur enthousiasme envers les nouvelles initiatives.

Mesures fiscales (ménages à revenu élevé de Québec)

Le groupe de la ville de Québec s'est prêté à un exercice supplémentaire portant sur les initiatives fiscales présentées dans le budget 2022. Après avoir examiné une liste de mesures clés que le gouvernement fédéral comptait adopter à cet égard, presque tous les participants se sont dits en faveur d'une modification des processus de transactions financières qui limiterait l'utilisation des structures corporatives dans des paradis fiscaux à des fins d'évitement fiscal abusif. Beaucoup estimaient qu'il fallait en faire en plus pour s'assurer que les sociétés et les personnes fortunées paient leur juste part d'impôt. Certains appuyaient donc aussi l'initiative visant à envisager un nouveau régime fiscal minimal, plus particulièrement pour les Canadiens à revenu élevé, dont l'impôt était jugé disproportionnellement faible par rapport à leurs avoirs. De l'avis des participants, toute mesure permettant de rendre la situation plus équitable serait un pas dans la bonne direction.

Nous avons ensuite présenté au groupe une deuxième série de mesures fiscales axées sur les petites entreprises, la numérisation de l'argent (notamment les cryptomonnaies) et l'exercice d'une surveillance accrue de la part de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Aucune de ces initiatives n'a suscité beaucoup d'enthousiasme, mais certains participants ont bien accueilli l'annonce d'un financement de 1,2 milliard de dollars (sur cinq ans) qui permettrait à l'ARC d'accroître la fréquence de ses audits et de ses poursuites visant les grandes entités et les non-résidents soupçonnés d'évasion fiscale criminelle. Peu de participants étaient favorables aux autres initiatives, mais un petit nombre croyaient qu'une réglementation des cryptomonnaies serait prudente, en particulier vu les inquiétudes que soulève la volatilité des monnaies numériques à court comme à long terme.

Questions économiques (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM)

Sept groupes ont discuté de plusieurs questions liées à l'économie ainsi que des moyens d'assurer la croissance et la prospérité futures du pays. Afin de lancer la discussion sur des mesures et des

annonces économiques précises, nous avons présenté aux groupes une série de citations directement tirées du budget, en invitant leurs réactions dans chaque cas.

Pour commencer, les participants ont lu la description suivante de la situation économique actuelle du Canada :

« Notre économie a récupéré 112 % des emplois perdus lors de ces terribles premiers mois contre seulement 90 % aux États-Unis. Notre taux de chômage est tombé à seulement 5,5 %, près du niveau record de 5,4 % atteint en 2019, le plus bas au Canada en cinq décennies. Notre PIB réel dépasse de plus d'un point de pourcentage son niveau d'avant la pandémie. Pensez à ça : après une récession dévastatrice – pendant laquelle les vagues ont déferlé les unes après les autres et les confinements se sont succédé – notre économie ne s'est pas simplement rétablie. Elle est en pleine effervescence. »

Très peu de participants ont trouvé que cet énoncé représentait fidèlement l'état actuel de l'économie canadienne. Beaucoup ont contesté l'assertion selon laquelle l'économie était « en pleine effervescence », citant tout particulièrement les pertes économiques subies au cours des deux dernières années à cause des confinements et d'autres exigences de santé publique liées à la COVID-19. Dans la même veine, plusieurs ont mentionné les problèmes de chaînes d'approvisionnement qui perduraient, les coûts croissants du carburant, l'inflation élevée et la hausse rapide du coût de la vie en général. De l'avis général, le fait que le taux de chômage soit relativement bas importait peu si les Canadiens ne gagnaient pas assez d'argent pour joindre les deux bouts.

La discussion s'est ensuite portée sur les dépenses fédérales et la dette nationale, dont il est question dans l'énoncé suivant :

« Nous sommes absolument résolus à ce que notre ratio de la dette au PIB continue de diminuer. Nos déficits pandémiques diminuent et ils doivent continuer à diminuer. Les dettes exceptionnelles engagées pour assurer la sécurité et la solvabilité des Canadiens doivent être remboursées. C'est notre cible budgétaire. Nous ne la manquerons pas. »

Même si de nombreux participants attachaient de l'importance à la réduction de la dette, plusieurs ont précisé que le niveau de dépenses élevé du gouvernement fédéral durant la pandémie et l'augmentation corollaire de la dette nationale avaient été nécessaires pour assurer la protection et la sécurité financière des Canadiens ces deux dernières années. Certains participants craignaient également que des efforts accrus pour réduire ce déficit n'entraînent des hausses d'impôt ou des coupes dans les programmes sociaux. À la question de savoir si le gouvernement fédéral devrait adopter une approche graduelle ou plus musclée du retour à l'équilibre budgétaire, presque tous ont répondu qu'il serait plus sage d'y aller progressivement.

L'énoncé suivant montré aux participants portait sur l'innovation :

« Nous accusons toutefois du retard sur le plan de la productivité économique. La productivité est importante, parce que c'est ce qui garantit le rêve de tous les parents, à savoir que nos enfants vivront dans un monde plus prospère. C'est un problème canadien bien connu, et insidieux. Il est temps que le Canada s'y attaque. Nous proposons de le faire, en partie, par l'intermédiaire d'une nouvelle agence d'innovation et d'investissement. Elle s'appuiera sur les meilleures pratiques internationales de partout

dans le monde. Elle donnera aux entreprises canadiennes de tous les secteurs de l'économie les outils et les incitatifs dont elles ont besoin pour créer et innover, et pour prendre des risques et croître. »

Les participants ont exprimé des avis partagés à l'égard de la création d'une agence d'innovation et d'investissement. Certains croyaient que c'était une excellente idée et qui n'avait que trop tardé. Quelques-uns, qui considéraient que le climat économique du Canada présentait une certaine « aversion au risque », se sont réjouis à la perspective de trouver des solutions plus créatives aux problèmes du pays. Plusieurs voyaient également d'un bon œil que des investissements en innovation encouragent la production et la fabrication intérieures, et pensaient qu'il était important pour le gouvernement du Canada de promouvoir une plus grande autosuffisance économique. D'autres voyaient les choses autrement : ils estimaient que le Canada était un pays assez innovateur et qu'il n'y avait pas de problème d'innovation à l'heure actuelle.

Nous avons ensuite demandé aux participants de se tourner vers l'environnement et la transition vers une économie « plus verte », en leur présentant l'extrait suivant du document budgétaire :

« L'économie mondiale devient verte. Le Canada peut devenir un chef de file ou traîner de la patte. Évidemment, ce n'est pas du tout une option – c'est pourquoi notre gouvernement investit de manière urgente dans cette transition. Notre plan est dicté par notre prix national sur la pollution – le plus intelligent et le plus efficace incitatif à l'action climatique – et par un nouveau fonds de croissance du Canada qui aidera à attirer des milliards de dollars en capital privé dont nous avons besoin pour transformer notre économie à grande vitesse et à grande échelle. »

De nombreux participants ont approuvé cet énoncé, presque tous étant d'avis qu'une transition vers une économie plus verte et plus durable était incontournable et que le gouvernement du Canada devait poursuivre ses efforts pour atténuer les changements climatiques. Ce sujet tenait à cœur à certains participants, qui considéraient les changements climatiques comme l'enjeu le plus important auquel les Canadiens sont aujourd'hui confrontés. Selon eux, le gouvernement fédéral devait utiliser tous les outils à sa disposition pour protéger et préserver l'environnement. Plusieurs participants recommandaient notamment de continuer d'encourager l'adoption de technologies propres et ont salué au passage les récents incitatifs pour l'achat d'un véhicule zéro émission (VZE). Lorsque nous leur avons demandé à quoi servirait le fonds de croissance du Canada annoncé dans le budget, les participants ont répondu qu'il permettrait de réaliser des investissements dans différents domaines, par exemple les incitatifs pour l'achat de VZE, le développement des programmes de recyclage, l'amélioration des infrastructures, et les subventions ou les prêts à faible taux d'intérêt permettant à des propriétaires de rénover leur logement pour le rendre plus écoénergétique.

Afin d'aborder la question de la formation axée sur les compétences et les contributions des nouveaux Canadiens à l'économie du pays, nous avons soumis l'énoncé suivant aux participants :

« En 2020, le Canada a connu la croissance démographique la plus rapide du G7. À l'heure où le monde cherche désespérément des travailleurs et des gens de talent, l'enthousiasme unique de notre pays pour l'accueil des nouveaux Canadiens est un puissant catalyseur de prospérité économique. Ce budget facilitera la tâche des immigrants qualifiés dont notre économie a besoin pour faire du Canada leur nouveau chez-soi. Il investira également dans les travailleurs déterminés et talentueux qui sont déjà ici. »

La plupart des réactions ont été favorables. De nombreux participants pensaient que cette mesure permettrait d'accroître la main-d'œuvre canadienne et de tirer parti de la position du Canada en tant que destination de choix des immigrants. Plusieurs avaient l'impression que des pénuries de main-d'œuvre touchaient maintes régions du pays et que des efforts plus soutenus pour recruter des travailleurs étrangers contribueraient puissamment à corriger le problème. À ce sujet, certains participants croyaient que beaucoup de gens qualifiés venus s'installer au Canada avaient d'énormes difficultés à obtenir les titres de compétences nécessaires pour travailler dans leur domaine. Il leur semblait que le gouvernement fédéral pourrait faciliter davantage le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et, au besoin, offrir une aide financière aux nouveaux arrivants pour qu'ils puissent recevoir l'accréditation ou la formation complémentaire requise pour exercer leur métier au Canada.

Les participants des groupes de Kitchener-Waterloo et de la Nouvelle-Écosse rurale ont ensuite porté leur attention sur les services de garde d'enfants, après avoir lu la citation qui suit :

« Lorsque nous avons fait la promesse, il y a moins d'un an, de faire des services de garde d'enfants de grande qualité et abordables une réalité pour les Canadiens, notre plan a été accueilli avec enthousiasme. Mais les applaudissements étaient accompagnés d'un scepticisme justifiable. Après tout, des promesses similaires avaient été faites et rompues pendant des décennies – à cinq reprises en fait! C'est pourquoi, comme je suis ici aujourd'hui, je suis si fière de le dire, nous avons tenu notre promesse. Nous avons signé des ententes sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec chaque province et territoire. C'est la libération des femmes. Plus de femmes n'auront plus à choisir entre la maternité et une carrière. Et la mesure rendra la vie plus abordable pour les familles canadiennes de la classe moyenne. »

L'offre accrue de services de garde d'enfants à coût modique était une initiative importante aux yeux de la plupart des participants, surtout dans l'optique de rendre la vie plus abordable pour les familles canadiennes ayant de jeunes enfants et de fournir aux parents, et en particulier aux femmes, une solution viable pour reprendre leur carrière. Si un petit nombre de participants craignaient qu'en réduisant les frais de garde à 10 \$ par jour en moyenne, l'on dévalorise le travail des éducateurs de la petite enfance, la plupart pensaient plutôt que ces ententes et le soutien conjoint des gouvernements fédéral et provincial ou territorial garantiraient que ces services sont financièrement avantageux tant pour les parents que les éducateurs. La question de savoir si les services de garde abordables relevaient d'une « politique économique féministe » a suscité des avis partagés. De l'avis de nombreux participants, les femmes bénéficieraient davantage des ententes conclues à cet égard, mais certains ont fait valoir que les hommes assumaient aujourd'hui une part croissante des responsabilités parentales et étaient dans bien des cas le parent qui restait à la maison pour s'occuper des enfants en l'absence de services de garde abordables.

Impressions générales (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Les neuf groupes tenus après le dépôt du budget ont conclu cette discussion en donnant leurs impressions générales du budget 2022 à partir des annonces et mesures qu'ils avaient passées en revue. Dans l'ensemble, ils ont exprimé des avis largement positifs, jugeant que le gouvernement fédéral avait réussi à créer un plan complet et ambitieux qui s'attaque à plusieurs défis. Plusieurs ont réitéré leur satisfaction de voir le gouvernement fédéral mettre l'accent sur des dossiers pressants comme l'abordabilité du logement et le coût de la vie, qui leur semblaient affecter une part importante de la population. En ce qui concerne les lacunes ou les sujets sous-représentés dans le budget, les participants ont mentionné des domaines comme la réconciliation et les questions autochtones (notamment l'approvisionnement en eau potable et l'amélioration des infrastructures), l'examen de la viabilité du revenu universel de base au Canada, la formation axée sur les compétences pour les personnes qui n'ont pu réintégrer leur emploi à la fin de la pandémie, et la nécessité de rendre les frais de scolarité plus abordables et d'accroître l'aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire.

Soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario)

Trois groupes ont discuté des priorités en matière de soins de santé pour le gouvernement du Canada et des défis auxquels le secteur est confronté. Pour débiter la conversation, nous avons demandé aux participants quels étaient les plus grands défis liés aux soins de santé dans leur région, ce à quoi ils ont répondu les pénuries de personnel, le manque de financement, les reports de rendez-vous et de chirurgies, les services limités de soins en santé mentale, et le manque de services en français pour les résidents francophones de communautés majoritairement anglophones.

Interrogés à savoir s'ils avaient entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé, peu de participants se rappelaient quoi que ce soit. Les quelques-uns qui avaient entendu quelque chose ont fait allusion aux annonces comme la création d'un programme national de soins dentaires pour les Canadiens et les efforts déployés par l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) pour embaucher du personnel infirmier supplémentaire dans la foulée de la pandémie de COVID-19.

Les participants ont été informés de plusieurs priorités en matière de soins de santé récemment annoncées par le gouvernement du Canada, qui sont de remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Tous les groupes ont favorablement accueilli ces priorités et de nombreux participants ont mentionné celles visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et augmenter l'accès aux soins en santé mentale et aux services de lutte contre la toxicomanie comme étant particulièrement importantes.

Parmi les autres priorités, un certain nombre de participants étaient d'avis que l'amélioration des soins de longue durée et des soins à domicile s'imposait depuis longtemps, alors que plusieurs ont également parlé de la nécessité d'augmenter l'accès aux soins de santé familiale. Quelques-uns seulement ont mentionné la modernisation de la gestion des données sur la santé comme enjeu pressant, bien que plusieurs aient démontré un réel intérêt pour l'accès élargi aux soins virtuels.

Priorités en matière de soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick)

Les participants du Nouveau-Brunswick ont discuté longuement des priorités en matière de soins de santé mentionnées plus haut. À la question à savoir quels étaient les politiques ou les investissements qui devraient être mis en œuvre par le gouvernement fédéral pour aborder ces enjeux, les participants ont fait plusieurs suggestions.

Pour ce qui est de remédier aux pénuries de personnel de la santé et de réduire les temps d'attente, plusieurs ont proposé de trouver des moyens pour attirer un plus grand nombre de travailleurs dans le secteur de la santé. Les participants s'entendaient également pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour ceux qui œuvrent actuellement dans ce secteur et qui ont souffert des horaires de travail très intenses et d'épuisement professionnel après deux ans de pandémie de COVID-19. En ce qui concerne l'accès aux soins de santé familiale, certains ont suggéré des mesures comme offrir des incitatifs financiers aux médecins de famille pour qu'ils acceptent de pratiquer dans des communautés rurales, par exemple en augmentant leurs honoraires en échange d'un engagement à pratiquer dans ces communautés pour une période déterminée. Discutant des façons d'améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire plus pour garder les aînés chez eux le plus longtemps possible et que cela aurait des effets bénéfiques sur leur santé puisqu'ils jouiraient d'un plus grand confort à la maison que dans un établissement de soins de longue durée. Sur la question de la santé mentale et de la consommation de substances, les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait redoubler d'efforts pour élargir l'accessibilité aux soins pour ceux qui ont besoin de traitements, certains allant jusqu'à dire que ces services étaient actuellement limités dans leurs communautés. Plusieurs ont ajouté que des mesures devraient être prises pour augmenter la capacité des soins virtuels au Canada afin de venir en aide aux résidents des régions rurales ou éloignées qui ont difficilement accès aux médecins de famille et aux spécialistes.

Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de grandes villes des Prairies)

Le groupe de participants de la diaspora ukrainienne des Prairies a discuté du conflit en Ukraine, qui a débuté le 24 février 2022 lorsque les forces russes ont envahi le territoire ukrainien.

Invités à nous faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet de cet événement, les participants ont cité un éventail de nouvelles. Ils ont évoqué les bombardements, les frappes de missiles et les attaques au sol que continuaient de mener les forces russes dans de nombreuses villes d'Ukraine, les efforts soutenus des forces ukrainiennes pour repousser l'invasion, les scènes d'horreur découvertes dans des villes comme Boutcha – qui attestaient de crimes de guerre, selon beaucoup –, la

fuite d'un grand nombre d'Ukrainiens vers l'ouest pour échapper aux combats, et les efforts du gouvernement du Canada pour leur offrir une terre d'asile.

Lorsque nous leur avons demandé d'où ils recevaient des nouvelles du conflit, presque tous les participants ont dit être tenus au courant de la situation par des parents et des relations vivant toujours en Ukraine. Beaucoup ont dit qu'ils suivaient aussi les nouvelles des diffuseurs canadiens comme CBC et Global News ainsi que les actualités venant de pays limitrophes du conflit, dont la Pologne.

En ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse au conflit, de nombreux participants se rappelaient le soutien militaire et financier conséquent offert à l'Ukraine dans les semaines précédant et suivant l'invasion russe. En plus de ce soutien direct, plusieurs ont mentionné les sanctions prises par le gouvernement fédéral en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, de concert avec ses alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Plusieurs participants ont également salué les efforts diplomatiques soutenus du gouvernement du Canada pour condamner les agissements de la Russie, entre autres sa décision d'interdire l'importation de pétrole brut russe au Canada, mesure qu'ils jugeaient percutante d'un point de vue tant économique que diplomatique. Un certain nombre de participants se sont dits reconnaissants de l'appui manifesté à l'Ukraine par le gouvernement fédéral jusqu'à présent.

Nonobstant ces éloges, la plupart croyaient qu'il fallait en faire beaucoup plus pour défendre l'Ukraine et protéger les personnes déplacées par le conflit. Interrogés sur les autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour mieux soutenir l'Ukraine et le peuple ukrainien, les participants ont fait une foule de suggestions. Ils ont recommandé d'encourager les alliés de l'OTAN à créer une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus de l'Ukraine, d'imposer de nouvelles sanctions contre des particuliers et des entités russes ainsi que bélarusses, et de réclamer une enquête approfondie sur les allégations de crimes de guerre et d'atrocités perpétrés par les forces russes. Sur le plan humanitaire, tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada pourrait accentuer ses efforts pour faciliter le transport et l'installation des nombreux Ukrainiens en quête d'un lieu sûr, ainsi que pour concevoir des stratégies en matière d'emploi et d'éducation adaptées aux nouveaux arrivants. Par ailleurs, ils ont suggéré que le gouvernement fédéral rationalise la collecte de dons provenant du public canadien, soit en créant un organisme sous sa direction, soit en désignant un organisme de bienfaisance déjà en mesure de fournir de l'aide à des pays en situation de crise humanitaire.

Au chapitre des conséquences possibles du conflit à court et à long terme, la plupart des participants s'attendaient à ce que les contrecoups de l'invasion russe se fassent longtemps sentir à l'échelle mondiale. Dans l'immédiat, beaucoup pensaient que la réduction ou la perte des exportations agricoles ukrainiennes entraînerait des pénuries alimentaires en Europe et ailleurs. La plupart craignaient également une aggravation de la crise humanitaire pour les Ukrainiens déplacés par le conflit, qui attendaient d'être pris en charge et dont le retour chez eux n'était pas envisageable dans un avenir prochain. À plus long terme, certains participants estimaient qu'à moins d'agir pour repousser l'incursion russe en Ukraine, des pays voisins comme la Moldavie et la Géorgie risquaient d'être bientôt pris pour cibles. La question de savoir si la Russie se hasarderait à affronter directement

les forces de l'OTAN a suscité des avis plus partagés, mais beaucoup s'inquiétaient que la situation donne lieu à une nouvelle « mentalité de la guerre froide » ainsi qu'au retrait complet de la Russie et de ses alliés de l'ordre international.

Lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'il devrait se passer pour que le Canada puisse accueillir un grand nombre d'Ukrainiens déplacés par le conflit, beaucoup ont réitéré l'importance d'accroître l'aide financière, notamment pour couvrir le coût du transport aérien. Ils ont également avancé qu'un soutien logistique de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux serait nécessaire pour aider les Ukrainiens souhaitant venir au Canada à se trouver un logement et un emploi ainsi qu'à remplir tous les documents exigés pour commencer leur nouvelle vie. Beaucoup ont recommandé de prévoir des services de santé mentale à leur intention, sachant que nombre d'entre eux auraient sans doute besoin d'aide pour soigner les traumatismes récemment vécus.

Afin de guider la discussion et de préciser les mesures adoptées par le gouvernement du Canada, nous avons présenté aux participants des renseignements sur la création de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU). Malgré les réactions généralement favorables à l'égard de la création de l'AVUCU, de nombreux participants estimaient que la limite de trois ans devrait être abolie afin de permettre aux ressortissants ukrainiens de rester au Canada à plus longue échéance. Plusieurs ont renchéri en disant que le gouvernement fédéral devrait s'affairer à créer une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté canadienne pour tous ceux qui souhaitent s'installer au Canada pour de bon. Questionnés sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour protéger la langue et la culture des Ukrainiens établis au Canada, nombre de participants ont indiqué que cet enjeu, quoiqu'important, serait mieux géré par les municipalités et les organisations locales que par le gouvernement du Canada. De l'avis général, même si des fonds fédéraux destinés à la programmation ukrainienne locale seraient les bienvenus, la communauté ukrainienne était responsable de protéger sa langue et sa culture et, dans le cas des nouveaux arrivants, cela se produirait sans doute naturellement à mesure qu'ils intègrent leurs nouvelles communautés.

Réduction des émissions (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Des participants soucieux de l'environnement et résidant sur l'île de Vancouver ont exprimé leurs points de vue concernant le Plan de réduction des émissions du gouvernement du Canada. Au début de cette discussion, nous leur avons demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu des nouvelles ou des annonces récentes concernant le travail du gouvernement du Canada en matière d'environnement et de changements climatiques. Peu de participants avaient entendu quoi que ce soit, bien qu'un petit nombre se soit souvenu de la récente promesse du gouvernement fédéral de réduire considérablement les émissions d'ici 2030, dans le but d'atteindre la « carboneutralité » d'ici 2050.

Interrogés expressément pour savoir s'ils avaient entendu parler de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant son Plan de réduction des émissions, très peu de participants connaissaient cette initiative par son nom. Lorsque nous leur avons fourni des détails supplémentaires sur le Plan, les réactions des participants ont été généralement positives, la plupart estimant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction. En même temps, toutefois, plusieurs d'entre eux se sont demandé comment ces divers objectifs et priorités pourraient être atteints dans les délais impartis, et

ce qui serait fait si, d'ici 2030, tous les objectifs n'avaient pas été atteints. Quelques-uns ont également exprimé leur scepticisme quant à la capacité du Canada à s'éloigner de la dépendance aux combustibles fossiles, comme le pétrole et le gaz, et à s'orienter de manière plus marquée vers l'adoption de sources d'énergie et de technologies propres et renouvelables. Les participants ont estimé qu'il s'agirait d'un défi, étant donné l'impression que de nombreux ménages et secteurs d'activité canadiens continuent de dépendre fortement de sources d'énergie non renouvelables, comme le charbon et le gaz naturel.

En discutant des priorités mentionnées dans le plan qu'ils considèrent comme les plus importantes, les participants ont convergé vers des initiatives axées sur la réduction de la pollution par le carbone provenant des secteurs pétrolier et gazier, ainsi que l'augmentation des investissements visant à préserver les ressources naturelles du Canada et à développer des « solutions climatiques naturelles » fondées sur des modes de vie plus durables. Plusieurs participants ont également accordé la priorité à l'initiative pour aider les industries à mettre au point et à adapter des technologies propres dans leur cheminement vers la carboneutralité, beaucoup d'entre eux considérant que les fabricants sont actuellement parmi les plus grands pollueurs.

Avant de clore la discussion, les participants ont eu quelques minutes pour examiner le document d'information sur le Plan de réduction des émissions à partir d'un lien vers le document (<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2022/03/plan-de-reduction-des-emissions-pour-2030--prochaines-etapes-du-canada-pour-un-air-pur-et-une-economie-forte.html>). Un certain nombre d'éléments ont attiré leur attention, notamment un investissement de 25 millions de dollars dans les Initiatives régionales stratégiques, l'affectation de 9,1 milliards de dollars aux nouveaux investissements prévus dans le Plan, l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et l'expansion des mesures incitatives encourageant davantage de Canadiens à acheter des véhicules zéro émission (VZE).

Véhicules zéro émission (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Les participants du groupe de l'île de Vancouver ont également engagé une brève discussion sur les véhicules zéro émission (VZE). À l'heure actuelle, aucun des participants ne possédait un tel véhicule, mais plusieurs ont exprimé leur intérêt à en acheter un dans l'avenir. Parmi eux, beaucoup ont mentionné les coûts de carburant et d'entretien moins élevés, ainsi que les effets positifs sur l'environnement que ces types de véhicules devraient produire. Parmi ceux qui hésitaient à acheter un VZE, certains ont mentionné des problèmes, par exemple le prix relativement élevé de ces véhicules, le manque perçu d'infrastructures (comme les bornes de recharge) dans les régions plus rurales, ainsi qu'une préférence pour d'autres options de transport durable, comme le transport en commun, les bicyclettes ou les bicyclettes électriques.

En discutant de leurs réactions à une proposition du gouvernement du Canada de fixer un objectif selon lequel toutes les nouvelles voitures vendues au Canada seraient des VZE d'ici 2050, plusieurs avaient l'impression qu'un tel objectif était déjà en place depuis un certain temps, certains suggérant que l'échéancier pourrait être devancé de beaucoup par rapport à 2050. Si la plupart étaient en faveur de cette initiative, quelques participants ont également soulevé des inquiétudes quant à la faisabilité

de cet objectif. Ils se demandaient notamment si des infrastructures suffisantes pourraient être mises en place dans tout le Canada (y compris dans les régions rurales et éloignées) pour permettre cette transition à grande échelle, et si les VZE représentaient vraiment une option beaucoup plus durable. En ce qui concerne cette dernière préoccupation, un certain nombre de participants s'inquiétaient particulièrement de la capacité d'éliminer en toute sécurité les batteries des VZE ainsi que de la dépendance de ces batteries à l'égard des métaux et des minéraux des terres rares, qui devraient être extraits au moyen d'une exploitation minière potentiellement dommageable pour l'environnement.

Pour répondre à ces préoccupations, certains ont suggéré que le gouvernement du Canada entreprenne un processus de diligence raisonnable complet avant d'investir dans les VZE ou de promouvoir une transition plus large vers ces véhicules. On a estimé que cela contribuerait grandement à garantir que cette nouvelle technologie sera effectivement aussi bénéfique pour l'environnement que prévu. De plus, bien que le prix ait été présenté comme un obstacle majeur à l'atteinte de l'objectif de 2050, plusieurs ont réitéré que ce n'était pas la seule réserve qu'ils avaient à l'égard des VZE, certains exprimant des préoccupations liées à la durée de vie des batteries, à l'impact environnemental associé à leur fabrication et à leur élimination, et au besoin d'une plus grande variété de VZE (comme des camionnettes et des camions plus gros) pour répondre aux divers styles de vie des Canadiens.

Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick)

Les participants d'un groupe composé de francophones vivant au Nouveau-Brunswick ont discuté des langues officielles, notamment des défis auxquels font face les francophones dans les collectivités à prédominance anglophone, et exprimé leurs points de vue concernant les priorités du gouvernement du Canada en matière de langues officielles et les mesures potentielles qu'il pourrait mettre en œuvre.

Pour commencer, nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de l'état de la langue française dans leur propre collectivité. La plupart étaient d'avis que celle-ci était actuellement menacée, beaucoup estimant que l'anglais était beaucoup plus universellement parlé, bien que le Nouveau-Brunswick soit une province officiellement bilingue. Un certain nombre de participants ont mentionné que la propension des jeunes générations à converser en anglais dans leur vie quotidienne, ainsi qu'une baisse apparente des inscriptions dans les écoles d'immersion française étaient les principaux facteurs responsables de la diminution perçue de la présence de la langue dans leur collectivité. Au sein du petit nombre de personnes qui ne croyaient pas que la langue française était menacée, certains estimaient que de nombreux francophones de la province continuaient de s'exprimer principalement en français et que cette langue demeurait très répandue à la maison, comme dans les interactions quotidiennes, et ce, dans de nombreuses collectivités.

Devant un certain nombre de priorités concernant les francophones vivant dans des collectivités principalement anglophones et les défis auxquels ces personnes sont confrontées, les participants ont eu tendance à accorder la plus grande importance aux questions liées aux enfants et aux jeunes, notamment les défis rencontrés dans la transmission de la langue et de la culture françaises à la prochaine génération, ainsi que la difficulté pour les parents d'accéder à des services de garde en français. D'autres défis majeurs mentionnés par les participants comprenaient la nécessité d'assurer

une forte présence francophone dans les régions à prédominance francophone du Nouveau-Brunswick, ainsi que des efforts accrus pour attirer davantage de francophones provenant de l'extérieur de la région.

Après avoir reçu une liste de priorités éventuelles du gouvernement du Canada en matière de langues officielles, presque tous les participants ont estimé qu'il fallait en faire davantage pour augmenter le financement des écoles de langue française dans les collectivités francophones hors Québec. De plus, beaucoup croyaient également que de plus grands investissements pourraient être réalisés pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion française et de français langue seconde dans tout le Canada. Quelques-uns ont également estimé que des efforts supplémentaires pourraient être déployés pour garantir l'égalité des langues anglaise et française au Canada, plusieurs étant d'avis qu'à l'heure actuelle, les deux langues officielles ne sont pas équilibrées et que l'anglais est souvent privilégié à l'extérieur du Québec. En ce qui concerne les autres moyens par lesquels le gouvernement du Canada pourrait contribuer à la protection et à la promotion de la langue française, les participants ont estimé que l'on pourrait en faire plus pour investir dans la musique et la culture francophones et les mettre en valeur, estimant que ces domaines sont plutôt sous-représentés à l'heure actuelle.

Identité de marque de PacifiCan (résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique)

Un groupe résidant dans la région du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, s'est vu présenter deux concepts d'identité de marque développés par le gouvernement du Canada pour le compte de Développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan), un organisme fédéral visant à soutenir la croissance économique de la province. Aucun participant ne connaissait l'organisme avant de participer à ce groupe.

Concept A

En général, les réactions à l'égard de ce concept se sont avérées plus négatives que positives parmi les participants. Plusieurs ont spécifiquement commenté la palette de couleurs, estimant qu'elle n'était pas particulièrement accrocheuse et qu'elle n'avait pas le style et le ton traditionnels qu'ils attendaient, dans les communications du gouvernement du Canada. Certains ont en outre estimé que ce concept comportait trop d'espaces blancs et que cet élément stylistique donnait une impression de « silence ». D'autres ont indiqué que la disposition du contenu et l'absence perçue d'un point focal général les avaient laissés perplexes quant à l'endroit où ils devaient porter leur attention. Bien que les commentaires concernant ce concept aient été principalement négatifs, quelques participants ont réagi positivement à des éléments stylistiques comme le choix de la police de caractère et l'utilisation du gras pour mettre en relief certains mots et phrases clés. Interrogés spécifiquement sur le logo figurant dans le concept, la plupart des participants ont estimé qu'il était quelque peu générique et ne se démarquerait probablement pas à leurs yeux.

Concept B

Les participants ont généralement réagi positivement au deuxième concept, estimant que la palette de couleurs en particulier était beaucoup plus vive et attirait l'attention. Plusieurs ont également commenté favorablement les éléments utilisés, certains mentionnant plus particulièrement l'incorporation de formes géométriques, la mise en évidence du texte clé et l'ensemble du concept, qu'ils trouvaient plus épuré et plus moderne. Certains participants ont également réagi positivement à l'emplacement du logo, en raison du fait qu'il s'apparentait davantage à un filigrane et qu'il était par conséquent moins gênant. Un petit nombre d'entre eux, cependant, étaient d'avis que le logo ressemblait trop à un flocon de neige et que cela pouvait prêter à confusion. D'autres ont trouvé que le texte était parfois un peu dense, soulignant que des efforts devraient être faits pour alléger certaines parties du concept, le cas échéant.

Ayant pris connaissance des deux concepts, les participants ont été invités à décrire le mieux PacifiCan, d'après les images qu'ils avaient vues. La plupart avaient l'impression que l'organisme se concentrait principalement sur la promotion des intérêts économiques des résidents de la Colombie-Britannique, notamment dans les régions côtières de la province. Certains ont supposé que l'organisme avait également une vocation naturaliste, étant axé sur les secteurs liés aux forêts et aux systèmes océaniques de la province.

Presque tous les participants ont estimé que le concept B serait le plus susceptible d'attirer leur attention dans les médias sociaux ou les documents imprimés. En ce qui concerne la question de savoir quel concept représentait le mieux l'essence de la province, les participants ont toutefois été plus mitigés dans leurs opinions, un nombre à peu près égal ayant choisi chaque concept, leurs opinions étant principalement fondées sur les palettes de couleurs utilisées dans chacun des modèles.

Enjeux spécifiques aux jeunes (femmes de la GRM)

Un groupe composé de femmes âgées de moins de 35 ans résidant dans la grande région de Montréal (GRM) a engagé une brève discussion sur les questions pertinentes pour les jeunes Canadiens. En discutant de ce qu'elles considéraient comme les enjeux les plus importants auxquels les jeunes sont confrontés à l'heure actuelle, les participantes ont mentionné des domaines comme l'accessibilité au logement, un soutien accru en matière de santé mentale, les changements climatiques et l'environnement, ainsi que des problèmes sociaux permanents, comme la discrimination systémique perçue à l'égard des Canadiens racialisés et d'autres groupes marginalisés.

En discutant de la question de savoir si le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne la prise en compte des priorités les plus importantes pour les jeunes Canadiens, beaucoup ont estimé qu'il avait été plutôt inefficace à cet égard. Plusieurs ont évoqué la nécessité d'une plus grande sensibilisation des jeunes Canadiens, estimant qu'une partie importante était largement désengagée de la société à l'heure actuelle, et avait peu d'influence lorsqu'il s'agissait de trouver des solutions aux défis auxquels le pays est actuellement confronté. Alors que certaines étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait fait quelques progrès ces derniers temps pour cerner les problèmes qui touchent les jeunes Canadiens, les participantes ont estimé qu'il

fallait mettre davantage l'accent sur la conception de moyens pour donner la priorité aux jeunes dans la prise de décisions à l'avenir.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$
